

Colloque international Traduire : un engagement politique ?

Date : 30 novembre-1^{er} décembre 2018

La traduction, en tant qu'elle est orientée par un contexte socio-historique, politique et subjectif, n'est pas, n'a jamais été, ne saurait être une opération neutre. Elle implique des choix, un positionnement et un engagement de tous les acteurs concernés. On s'interroge alors : la traductrice/le traducteur, traversé/e par ces dimensions multiples, est-il/elle contraint/e, tenté/e, que ce soit inconsciemment ou consciemment, d'instiller une part d'idéologie lors de la réalisation de sa tâche ? Comment s'entremêlent engagement, idéologie et traduction ? Ethique, déontologie, morale ? Et de quelle manière cet entrelacs de déterminations constitue-t-il un engagement politique du traduire, plus encore que du traducteur.

En tant que ses produits sont révélateurs d'une époque et d'un contexte donné, la traduction a dévoilé à travers l'histoire, ses multiples implications dans le champ politique : en attestent les retraductions d'œuvres sacrées et canoniques, ainsi que leur réception. On a pu observer comment, selon les circonstances historiques et politiques du moment, la traduction d'une œuvre allait être, modifiée, servie ou desservie par des tentatives volontaires, fortuites ou tout bonnement inconscientes (Hermans).

Par ailleurs, et dans un contexte politique extrême, la traduction, en tant qu'acte favorisant la circulation des idées, le déplacement, et l'altérisation du sujet par la langue de l'autre, peut représenter une menace (Gambier). Sous certains régimes dictatoriaux, on a fréquemment observé comment l'original était chassé au profit d'une version conforme à l'idéologie du pouvoir en place. La pratique de la traduction y faisait l'objet d'un contrôle immodéré, voire d'une censure contre laquelle des traducteurs se sont succédés pour transmettre les lumières venant d'ailleurs.

A l'heure de la mondialisation/globalisation, et de l'accroissement du nombre de réfugiés et migrants dans le monde, les enjeux de la traduction sont plus que jamais problématiques. Comment accueillir un étranger alors même que l'hospitalité de sa langue ne lui est pas offerte ? Au niveau des prises en charges (juridique, psychologique, médicale et sociale), comment communiquer, de quels traducteurs a-t-on besoin, et quels moyens se donne-t-on à cet égard ?

Enfin, si certaines langues représentent une domination sur d'autres (Casanova), et qu'on assiste à l'apparition d'une *novlangue* qui consiste en l'appauvrissement de l'anglais *lingua franca* imposé dans bien des circonstances, la traduction « se situe d'emblée dans la dimension du politique : il y va de l'articulation d'une pluralité différenciée » (Cassin). On s'affirme alors, l'acte de traduire constitue en soi un véritable engagement politique, une forme de résistance, un acte militant.

Sur la base de ces réflexions, ce colloque accueillera des communications qui s'inscrivent dans une approche pluri- et transdisciplinaire : historique, littéraire, psychanalytique, philosophique, etc. afin de proposer une réflexion sur les engagements politiques des acteurs de la traduction et sur l'engagement politique de la traduction.

Les propositions de communication sont à envoyer avant le 30 juin 2018, à l'adresse suivante : cetparisdiderot@gmail.com

Comité d'organisation :

Nicolas Froeliger (UFR EILA, traduction pragmatique)
nf@eila.univ-paris-diderot.fr

Antoine Cazé (UFR d'Etudes anglophones, traduction littéraire)
antoine.caze@univ-paris-diderot.fr

Florence Xiangyun Zhang (UFR de Langues et civilisations de l'Asie orientale,
traduction dans la sphère extrême-orientale)
xiangyun.zhang@univ-paris-diderot.fr

Elise Pestre (UFR d'Etudes psychanalytiques, traduction et psychanalyse)
elise.pestre@gmail.com